

## Burundi : pas de changement après l'arrivée de Ndayishimiye aux affaires

RFI, 18/10/2020 Burundi : «Je ne vois pas de signes de changement» avec l'arrivée d'Evariste Ndayishimiye Le Burundi vient de tourner la page Pierre Nkurunziza, d'après 15 ans passés au pouvoir dont les cinq dernières ont été marquées par une grave crise socio-politique et économique ponctuée de violences et de graves violations des droits de l'homme. Valeria Alfieri, chercheuse spécialiste de l'Afrique des Grands lacs à la Fondation Jean-Jaurès dresse le premier bilan pour son successeur et critique, le général Evariste Ndayishimiye, après plus de trois mois passés aux affaires.

RFI : Le nouveau président burundais vient de boucler ses cent premiers jours à la tête de l'État, le général Evariste Ndayishimiye est un homme du sérail qui a suscité beaucoup d'espoir, notamment sur ses capacités à tourner la page après cinq ans de crise. Est-ce qu'il est en train de tenir ses promesses ? Valeria Alfieri : Comme vous les dites, l'arrivée de Ndayishimiye avait suscité beaucoup d'espoir. Il avait promis dans les médias burundais des réformes sociales notamment comme un homme plutôt modeste, plutôt ouvert, en tout cas plus ouvert que son prédécesseur Nkurunziza. Finalement, on s'est rendu compte assez rapidement qu'encore une fois c'est la ligne conservatrice du pays qui l'emporte, qui a le dessus. Et, a posteriori, cela n'a rien de très étonnant, car le parti au pouvoir est toujours le même, le système reste le même et les membres du gouvernement demeurent inchangés. Donc, on peut clairement dire que le régime de Ndayishimiye se situe dans la continuité de celui de Nkurunziza. Et je pense aussi que cela traduit entre autres un certain malaise au sein du parti au pouvoir. À mon avis, le CNDD se sent dos au mur. Il sait bien qu'il ne peut plus compter sur un large soutien populaire comme cela avait été le cas en 2005 et probablement encore en 2010. Du coup, sa réponse est le repliement sur soi et la mise en place de modalités d'exercice du pouvoir de plus en plus arbitraires et violentes. Pourtant, le nouveau pouvoir burundais veut interdire depuis trois mois les changements qu'il a initiés dans tous les domaines. Franchement, moi, je ne vois pas de signes de changement. Un signe de changement serait, par exemple : la réhabilitation d'un véritable pluralisme politique au sein des institutions, le retour des leaders de l'opposition en exil, le démantèlement ou en tout cas la démilitarisation des Imbonerakure [Ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU a qualifiée de milice, ndr] par exemple. C'est aussi l'acceptation du droit à la critique et des libertés civiles et politiques comme fondement de la démocratie. Je pense que rien qu'un petit pas vers le rétablissement d'un État de droit permettrait au CNDD-FDD de gagner en popularité et en légitimité. Le général Ndayishimiye était également très attendu sur la question des droits de l'homme. Il me semble que les militants d'opposition sont toujours pourchassés, on continue avec les arrestations arbitraires. Je ne vois pas vraiment de changement au niveau interne. Sur le plan régional, le président Ndayishimiye vient de décliner à deux reprises une invitation de son homologue congolais Félix Tshisekedi à participer à un mini-sommet régional avec les chefs de l'Angola, l'Ouganda et le Rwanda, en vue d'aplanir les différends entre certains d'entre eux. Comment expliquez-vous cela ? Je trouve que la situation géopolitique au niveau régional est très délicate en ce moment, et je dirai même assez inquiétante. J'ai l'impression que l'arrivée du nouveau président en RDC a fait basculer les équilibres de puissances et d'alliances au niveau régional. Et que cela a aussi contribué à exacerber les tensions entre le Rwanda et le Burundi, qui s'accusent réciproquement de soutenir des mouvements armés. Et on peut probablement expliquer l'absence de Ndayishimiye à ce meeting régional par ce bras-de-fer avec le Rwanda pour l'extradition d'opposants politiques burundais et des personnalités qui sont accusées par le gouvernement burundais d'avoir participé à la tentative de coup d'État de 2015. Beaucoup espèrent qu'il allait mettre très rapidement fin à l'isolement du pays sur le plan international en renouant notamment avec ses bailleurs de fonds traditionnels. Justement, l'attitude de Ndayishimiye vis-à-vis de la communauté internationale ne permet pas non plus d'espérer une ouverture, en tout cas pas pour le moment. J'ai l'impression que l'ennemi que l'on pointe du doigt est toujours quelque chose et quelqu'un qui est étranger au Burundi. Que ce soit l'Europe, les Nations unies ou encore la Belgique, ou encore le Rwanda, ou même Human Rights Watch, on assiste à une forme de déresponsabilisation du pouvoir en place, qui est incapable, ou en tout cas qu'il n'a pas la volonté de relever les défis internes au pays. Donc, on entend un discours du genre « tout va bien, il y a la paix au Burundi », alors que non, on voit bien que rien ne va au Burundi. Non seulement la démocratie est dans une impasse, mais la crise socio-économique est frappante. Et surtout le gouvernement s'obstine à dire qu'il n'y a pas de rébellion au Burundi, qu'il s'agit de simples bandits, de criminels, alors que l'on sait bien que les attaques sont menées par des formations politiques armées, qui agissent à partir des pays limitrophes, et notamment à partir de l'est de la RDC. Et cela est évidemment la conséquence de la fermeture du régime et du refus du dialogue. La crise de 2015 a eu de graves conséquences économiques, puisque le pays est aujourd'hui classé le plus pauvre du monde selon la Banque mondiale. Est-ce que le régime burundais peut se permettre de ne pas changer ? Eh bien, je ne sais pas s'il peut se permettre de ne pas changer. En tout cas, ce que je vois, c'est qu'il ne change pas. La question serait plutôt de savoir si les gouvernants burundais actuels tiennent réellement au développement économique de leur pays. Est-ce que le développement socio-économique du Burundi représente pour eux une priorité ? La réponse pour le moment me semble évidente. Par : Esdras Ndikumana